

Crise au sein du PDP
MIS EN MINORITÉ ET DÉBOUTÉ PAR
LES RESPONSABLES DES SECTIONS
LOCALES, LE DÉPUTÉ TAGONE
N'WANKI PREND LE LARGE ET
QUITTE UNE RÉUNION DU PARTI

P.4

Boycotter la présidentielle
du 15 avril prochain



Me Apévon

UNE **P.3**
ALTERNATIVE DE
Me APEVON
POUR ÉCHAPPER
À L'HUMILIATION

Situation sociopolitique au
Togo

TROIS ASSOCIATIONS AFFILIÉES
À LA MAJORITÉ AU POUVOIR
EXHORTENT LES ÉTUDIANTS ET
LES JEUNES À SE DÉMARQUER
DES POLITICAILLERIES

P.2

N° 433 du 18 mars 2015 / Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: La Colombe

Activités de l'OTR
BILAN SATISFAISANT
POUR LE COMMISSAIRE
PRINCIPAL HENRY GAPERI

P.1

Bras de fer entre le gouvernement et la STT



Le Ministre Florent Manganawè

Gilbert Tsolenyanu,
Porte-parole de la STT

LA DÉMISSION DU MINISTRE MANGANAWÈ EST-ELLE
VRAIMENT LA SOLUTION À LA CRISE ?

P.3

Présidentielle du 15 avril 2015

LA COORDINATION UNIR YOTO MOBILISE LA JEUNESSE DE LA
PRÉFECTURE POUR LA VICTOIRE DE FAURE GNASSINGBÉ

« Faire la politique est une exigence citoyenne parce que,
nous n'avons pas autre moyen de faire la politique et de
participer au développement de notre pays » Clément Awesso



P.6 Clément Awesso,
Coordonnateur UNIR Yoto

Situation sociopolitique du Togo

TROIS ASSOCIATIONS AFFILIÉES À LA MAJORITÉ AU POUVOIR EXHORTENT LES ÉTUDIANTS ET LES JEUNES À SE DÉMARQUER DES POLITICAILLERIES

L'actualité sociopolitique du pays est dominée ces derniers jours par le processus électoral, les réformes et le front social qui est en ébullition. Une situation qui trouble la quiétude et la paix sociale indispensables au bon déroulement des activités économiques auxquelles les togolais sont attachés. Ainsi, ce vendredi 13 mars 2015 à Lomé, trois associations affiliées au parti présidentiel, Union pour la République (Unir), à savoir, la Majorité Silencieuse, la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure,

(NJSPF), et le Mouvement pour le Soutien à Faure (MSF) ont animé un point de presse. Occasion pour les responsables desdites associations de se prononcer sur la situation.

Les trois associations dans une déclaration conjointe, après avoir déploré cette sortie des étudiants, ont exhorté ces derniers à se démarquer des politicailleries.

« La jeunesse consciente lance aux étudiants et élèves manifestants manipulés, une exhortation à s'intéresser à leur cours en laissant les



Les responsables des trois associations

politicailleries à leurs aînées qui en sont les champions mais qui ne savent ni créer ni promouvoir des emplois», a indiqué Agbessi Kossi,

coordonnateur de la majorité silencieuse. S'adressant aux enseignants, les trois associations leur fait savoir que « c'est le travail

assidu et consciencieux qui a relevé ce pays en si peu de temps ».

A propos du processus électoral en cours, les trois associations font observer « que nul ne peut paralyser le processus électoral en cours »

Les associations ont invité par la même occasion les populations à rester mobilisées pour participer en nombre au processus électoral et particulièrement au scrutin du 15 avril 2015.

Charles Djade

Gerry Taama, président du NET et candidat à la présidentielle du 15 avril prochain

« La démocratie, c'est la vitalité des énergies »

A l'occasion de l'élection présidentielle qui se déroulera le 15 avril prochain, republicoftogo.com lance une série d'entretiens avec les 5 postulants. Premier à s'expliquer sur les raisons de sa candidature, Komandega Gerry Taama. Le président du Nouvel Engagement Togolais (NET) avait un moment songé à renoncer en raison du mode de scrutin – à un tour – qu'il jugeait défavorable. Mais il a depuis fait marche arrière. La multiplication des candidatures dans l'opposition, si elle est bien exploitée, peut devenir une force, estime ce Saint-Cyrien.

Republicoftogo.com : Fin décembre 2014, vous assuriez ne pas être candidat en cas d'un scrutin à un tour. Or vous l'êtes aujourd'hui. Avez-vous évolué sur la question ?

Komandega Gerry Taama : En vérité, nous avons précisément dit qu'en cas de scrutin à un tour, nous verserons notre candidature dans toute initiative concertée, inclusive et crédible de l'opposition qui nous conduirait à un candidat unique. Comme vous l'avez constaté, ce n'est pas le cas à la veille de cette élection. Nous avons tout naturellement obéi à nos délégués, qui dans les recommandations du congrès du 20 décembre 2014, m'ont demandé de les représenter à cette élection pour tracer la voie du NET. C'est justement ce que je fais par cette candidature.

Republicoftogo.com : Le débat

d'idées, la confrontation de programmes sont absents lors des élections présidentielles au Togo. Que proposez-vous aux Togolais si vous êtes élu ?

Komandega Gerry Taama : Nous sommes à quelques jours du début de la campagne, et même si je piaffe d'impatience de dévoiler notre programme, je vais me tempérer et le faire au moment opportun.

Ce que je peux dire à ce sujet, c'est que le débat politique au Togo est sclérosé par des positions extrêmes. Vous avez d'un côté ceux qui veulent que l'actuel président reste quasiment à vie et ceux qui veulent le dégager par tous les moyens sans que personne ne nous dise exactement pourquoi. L'argument selon lequel le pays renait n'a pas de sens quand on sait qu'il n'y a pas eu de renaissance dans la continuité, et quand on voit que plus de 60% de notre population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. Pour les autres qui crient à l'alternance en le présentant comme un programme, rien de concret ne vient étayer cette revendication de l'alternance, en dehors de l'hérédité. Ça suffit, il faut opposer programme contre programme.

Republicoftogo.com : Quatre candidats de l'opposition affrontent le chef de l'Etat. Est-ce selon vous le meilleur moyen de parvenir à l'alternance ?

Komandega Gerry Taama : Non, quatre candidats s'affrontent. On aura un seul vainqueur. Ce n'est sans doute pas le meilleur scénario



Gerry Taama

possible, surtout pour des partis qui ont œuvré ensemble dans des regroupements. Mais c'est un fait, et il faut travailler avec. Par contre, vue l'état de décomposition dans laquelle se trouve notre tissu social, la multiplicité de candidatures dans l'opposition, si elle est bien exploitée, peut devenir une force. Si tous les partis ciblent un certain électoral et maximisent le prélèvement, la différence de voix à la fin risque d'être faible et dans ce scénario, un des candidats peut être victorieux d'une très courte tête. Ce candidat sera le NET, nous l'espérons.

Republicoftogo.com : La crise qui secoue l'opposition n'est pas de bonne augure pour le 15 avril. Voyez-vous sa recomposition après la présidentielle ?

Komandega Gerry Taama : La

crise qui secoue l'opposition est la même à la veille de chaque élection présidentielle. Y aura-t-il une recomposition de la classe politique ? Oui, sans doute. Les quatre candidats sont tous à leur première expérimentation de cette configuration. Donc, oui, suivant les résultats, il y aura forcément une recomposition du paysage politique.

Si nous gagnons cette élection, nous mettrons sur pied immédiatement un gouvernement de transition. La crise est trop grande et la méfiance trop importante. Il faut que ce gouvernement de large compétence conduise rapidement aux réformes et renforce les institutions, en vue de rendre notre pays plus compétitif.

Republicoftogo.com : Qu'avez-vous de fondamentalement différent par rapport aux autres candidats de l'opposition ? Tous affirment vouloir gagner mais à part ça...

Komandega Gerry Taama : Notre premier atout est notre absence de complexe. Nous ne trainons pas notre passé comme un boulet. Nous n'avons pas, comme le président sortant, un héritage biologique indélébile, ou comme les autres leaders de l'opposition, un palmarès de longévité et souvent la médaille d'honneur de participation à la conférence nationale souveraine. Je portais des culottes courtes en 1991. Cette absence de complexe nous permet d'aborder les sujets du moment dans leur nudité, sans se gargariser d'une prétendue expérience qui au final, n'a pas eu de résultat.

Mon second atout est ma jeunesse.

(Suite à la page 4)
le Messager

Bras de fer entre le gouvernement et la STT LA DÉMISSION DU MINISTRE MANGANAWÈ EST-ELLE VRAIMENT LA SOLUTION À LA CRISE ?

La grogne sociale qui a court depuis quelques temps dans le pays avec les revendications de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT), a pris une allure inquiétante depuis lundi dernier où à Dapaong, il y a eu affrontements et échauffourées entre les membres de la synergie locale et les forces de l'ordre appelées pour rétablir la quiétude. De nombreux dégâts auraient été enregistrés selon le communiqué du gouvernement qui a par ailleurs décidé de la fermeture temporaire des écoles publiques et privées de Dapaong, le temps que le calme revienne.

Réagissant à ce qui s'est passé à Dapaong, un des responsables de la synergie en l'occurrence le docteur Tsolényanu a laissé entendre que pour qu'il ait la paix sociale, il faut la démission du ministre Maganawè des Enseignements Primaire et Secondaire. Une exigence qui a peu de chance d'aboutir et qui n'est d'ailleurs pas la solution à la crise sociale actuelle, selon plusieurs observateurs.



Le Ministre Maganawè des enseignements primaire et secondaire

En effet, tout le monde s'accorde à reconnaître la légitimité des revendications formulées par la synergie, mais là où le bas blesse, c'est la stratégie adoptée par la STT dans ces revendications. Des grèves intempestives, tentatives d'exclusion d'autres centrales syndicales des discussions, refus de s'asseoir à la table de négociation, refus de concéder, menaces et incitations des élèves au soulèvements etc.... voilà qui ne fait pas du bien. Certes, ceux qui pensent

que le gouvernement ne joue pas franc jeu, ont peut-être une part de vérité. Mais il faut aussi reconnaître que la stratégie adoptée par la synergie n'est pas de nature à faciliter la recherche de la solution à la situation. Le gouvernement sait qu'il ne doit pas jouer avec le feu. Même s'il l'a fait par le passé, il sait aussi que cela pourrait se retourner contre lui s'il continue dans la même logique aujourd'hui.

La grève, on ne le dira jamais assez, est une arme

ultime qu'il faut prendre soin et en faire bon usage mais pas n'importe comment. Car, trop de grèves tue la grève.

Par ailleurs, en matière syndicale, on ne refuse jamais les négociations, celles qui sont même le moteur de la lutte syndicale. Refuser de négocier et quitter le comité de suivi, comme l'a fait la STT, c'est sortir carrément du cadre syndical.

Aujourd'hui, les appels à la démission du ministre Maganawè, n'est pas la solution à la crise. Le ministre agit en tant que membre du gouvernement. Il n'est pas ministre entièrement à part. Il peut démissionner pour satisfaire au vœu de la synergie, mais le problème reste. La STT négociera-t-elle ou ne négociera-t-elle pas ?

Seule alternative, c'est le retour à la table de négociation des membres de la synergie, qui en fait ont une arme efficace en main, en cas du refus du gouvernement de céder. Cette arme, c'est bien l'adhésion et la mobilisation des

syndicalistes.

Il faut cesser de perdre le temps et voir la réalité en face. Refuser, revient à prêter le flanc à ceux qui pensent que la STT a plutôt des visées politiques que syndicalistes.

Poser le problème et dire clairement sa position, voilà ce que doit faire la STT. Mais elle doit aussi comprendre que les positions dans une négociation évoluent toujours, histoire de chercher le juste milieu et non une satisfaction totale des revendications. Aucun accord quelle que soit sa nature n'a jamais été parfait.

Au gouvernement, il est temps de jouer franc jeu en tenant un langage de vérité devant la synergie. La responsabilité de former la relève de demain incombe aux dirigeants d'aujourd'hui et si cela rate, l'histoire retiendra la culpabilité de ceux qui ont géré cette crise et qui n'ont pas réussi à lui trouver une solution pour permettre à cette relève d'avoir la formation nécessaire.

LM

Boycotter la présidentielle du 15 avril prochain UNE ALTERNATIVE DE ME APEVON POUR ÉCHAPPER À L'HUMILIATION

Le lundi dernier le président national du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), Me Apévon Dodji, avait lancé un appel aux 4 candidats de l'opposition afin qu'ils se retirent du processus, parce que selon lui, les réformes n'ont pas été opérées pour obtenir un scrutin à deux tours et une limitation du mandat présidentiel. Et il préconise un boycott si son appel n'avait pas été entendu.

Une déclaration qui ne surprend pas beaucoup d'observateurs qui voit en cette démarche du CAR, une fuite en avant pour camoufler les difficultés auxquelles le parti fait face ces dernières années.

En effet, depuis 2005, le parti tenu aujourd'hui dans l'ombre par Me Agboyibo qu'on dit être président d'honneur, a perdu son assise qui



Me Apévon

lui avait permis de remporter un plus grand nombre de sièges aux législatives de 1994. En mars 2010, Me Agboyibo lui-même, alors

président national du parti, avait participé à la présidentielle et a obtenu 2,96% des voix. En juillet dernier, le CAR était en coalition avec d'autres partis et a obtenu dans les zones considérées comme son fief, 4 sièges (1 à Vogan et 3 à Tabligbo), que d'aucuns pensent à juste titre que c'est grâce au CAR. Toute la coalition s'en est sortie avec 6 députés sur toute l'étendue du territoire. Toutes ses statistiques montrent que le parti est en chute libre et n'est plus en odeur de sainteté au sein d'une partie de la population, surtout celle acquise à l'opposition qui l'accuse d'adopter parfois des positions floues sur des sujets politiques. Ces faits, le parti en est bien conscient et ne veut pas se faire humilier. Le CAR n'est pas

certain de sortir tête haute à cette élection.

Voilà les vrais mobiles qui ont fait abdiquer le CAR aux yeux des observateurs. La question des réformes évoquée n'est donc qu'un faux prétexte, pensent-ils.

Mais était-ce là, la solution ? Pas vraiment sûr, parce que, à cette allure, le CAR risque de subir le même sort que certains partis politiques comme la CPP et le PDR, 2 partis à l'origine de la lutte démocratique au Togo et qui sont d'ailleurs ses anciens alliés, et dont leur non participation aux diverses échéances électorales les a fait disparaître de l'échiquier politique.

LM

Crise au sein du PDP

MIS EN MINORITÉ ET DÉBOUTÉ PAR LES RESPONSABLES DES SECTIONS LOCALES, LE DÉPUTÉ TAGONE N'WANKI PREND LE LARGE ET QUITTE UNE RÉUNION DU PARTI

La crise qui secoue le Parti Démocratique Panafricain (PDP) de Bassabi Kagbara a connu un nouveau rebondissement le weekend dernier. Alors que le président du parti, voulait effectivement voir clair dans les déclarations du député Tagone qui laissent croire qu'il avait un soutien de plusieurs fédérations de l'intérieur du pays, une réunion a été convoquée à Lomé à cet effet. Réunion à laquelle ont pris part des représentants des sections locales de Blitta, Assoli, Binah, Sotouboua, Danyi, Avé, Kloto, Ogou, Cinkassé, Est-Mono, Lacs, Golfe, Dankpen, Kpélé, Anié... Aussi paradoxal que cela puisse paraître, contrairement aux déclarations du député Tagone, toutes les sections se sont plutôt retrouvées dans la démarche de leur président national, celle qui demande à ce que le parti se retire du CAP2015 déboutant ainsi le député Tagone. De sources proches du parti, le député Tagone ayant constaté qu'il a été mis en minorité, a préféré prendre le large avant même la fin de la réunion. Aucune des sections n'épouse donc sa démarche de continuer par soutenir CAP2015.

Par ailleurs, contrairement à ce qui est dit sur la famille du président du parti et de son conseiller en communication, il n'en est rien. Les responsables des sections ont ouvertement laissé apparaître leur indépendance totale dans les activités liées au parti. En effet, des informations qui circulent ces derniers temps sur cette crise, font état de ce que Bassabi Kagbara a été tout temps objet de diverses pressions provenant de sa famille et de son conseiller en communication dans la gestion du parti. Informations battues en brèche par les responsables de sections qui estiment que, cela n'a jamais été le cas. Ils voient en cela une sorte de



Le Député Tagone N'Wanki

campagne de dénigrement et une manière pour le député Tagone de semer de la confusion dans les esprits des gens.

Certes, la plupart du temps en Afrique, les partis politiques sont créés par des hommes immensément riches et qui les gèrent à leur gré, puisqu'ils sont les seuls financiers et peuvent décider de l'orientation que le parti doit suivre. Mais recevoir des injonctions de leur famille est très rare, puisque la famille elle-même est sous son autorité. Lui donner des conseils, oui parfois, mais pas des injonctions comme ce qui est dit dans le cas du PDP, dont le président est difficilement maniable d'ailleurs par sa propre famille.

Quelques réactions des responsables de sections qui ont participé à la réunion de samedi, réactions rapportées par le confrère icilome en disent long et démontrent à suffisance que le député Tagone est seul dans ce mouvement qui le conduit au CAP2015. « Le député est chaque fois avec les gens de CAP 2015 et si aujourd'hui il est favorable à cette coalition, ce qui veut dire qu'en dessous, il aurait eu gain de cause », laisse entendre Kondoh Falilou, président préfectoral PDP Assoli. « Suite à certaines situations que nous tous nous connaissons, entre temps

en 2013, il y a la liste d'Arc-en-ciel dans l'Assoli qui a été invalidée. Il faut alors prendre une position pour soutenir une liste et nous avons choisi la liste du CST que nous avons soutenue, nous avons lutté corps et âme, financièrement et moralement. Nous avons mis notre énergie et finalement nous avons eu gain de cause. On a eu pour la première fois un député de l'opposition au niveau d'Assoli. Mais on était parti sur un certain nombre de base. Il fallait signer un accord de principe, qu'ils n'ont pas fait. Imaginez, on est parti aux élections législatives en juillet 2013 et toute l'année 2014, on ne s'est pas approché, on ne s'est même pas assis pour discuter de ce qu'il faut faire, quelles directives donner au député pour qu'il puisse agir dans l'intérêt de la population. Donc, c'est lorsqu'il y a eu CAP 2015, on a positionné l'ANC, c'est-à-dire M. Jean-Pierre Fabre comme candidat de CAP 2015 qu'ils sont venus maintenant nous approcher. Nous ne pouvons pas contribuer avec cette même énergie là et on va encore nous oublier. C'est lorsqu'on voit quelque chose se profiler à leur profit qu'ils nous approchent... » a poursuivi Falilou.

Pour Bao Essohanam, président PDP Cinkassé, « A Cinkassé, on se plaint de ce que nous ne sommes pas associés dans la gestion du bureau local de CAP 2015. J'ai l'impression que CAP 2015 est devenu une appropriation de l'ANC. Concernant cette déclaration du député, je peux dire que c'est trop aller. Car il ne peut pas aller directement dire que c'est comme ça que la base du PDP ou les militants du PDP Dankpen ont rejeté cette déclaration du président. Puisque nous croyons savoir qu'il ne se déplace plus sur le terrain. Il est seulement entre les murs de Lomé. Donc c'est trop dire. S'il a discuté avec le président de la section locale, il n'a pas discuté avec la base. Et puis en ce qui concerne cette décision du

président, il a ses raisons personnelles pour lesquelles il l'a prise. Cette décision a été prise suite à des prises de pools de part et d'autre. Puisque même à Cinkassé, on se plaint de ce que nous ne sommes pas associés dans la gestion du bureau local de CAP 2015. J'ai l'impression que CAP 2015 est devenu une appropriation de l'ANC. Ce que nous n'aimons pas et que nous nous sommes plaints auprès de notre président et c'est de là que le président a pris l'initiative pour que les choses soient mises au clair.

Nous soutenons pleinement cette décision du président. Disons même que c'est une décision très courageuse du président. Avant de le faire, il ne l'a pas fait de façon cavalière, il nous a consulté d'abord, nous avons donné notre avis. On a dit si c'est comme ça, il vaut mieux ne pas être accompagné que d'être mal accompagné ».

Comme nous l'avions souligné dans notre parution dernière, le député Tagone, veut tout simplement usé de son titre de député pour se donner de l'importance. Il a pensé pouvoir dépasser son maître qui a fondé le parti. Aujourd'hui, Bassabi Kagbara est le seul maître à bord du bateau PDP. L'honorable Tagone Nwakin pourra se contenter de son titre de député de sa localité qu'il a d'ailleurs laissée dans les oubliettes. Sinon, il n'a aucune emprise sur le parti comme il a tenté de le faire croire à l'opinion dans ses déclarations de la semaine passée. Quand à sa décision de continuer par soutenir CAP2015 et son candidat pour la présidentielle du 15 avril prochain, personne ne peut l'en vouloir. C'est aussi ça la démocratie. Et l'opinion ne peut que prendre acte de la transhumance opérée par Tagone N'wakin.

LM

Gerry Taama, président du NET et candidat à la présidentielle du 15 avril prochain (Suite)

« La démocratie, c'est la vitalité des énergies »

Je suis le benjamin de cette élection (40 ans, ndlr) et comme vous le savez, plus de 60% de notre population a moins de 35 ans. Nos thématiques développées sont celles de l'emploi, de l'éducation, des nouvelles technologies, et des loisirs. Et quand nous parlons de la jeunesse, parmi les autres candidats, nous au moins, nous savons de quoi nous

parlons.

Mon dernier atout est l'audace. De tous les candidats, je suis sans doute le plus improbable. Notre parti est jeune et sans ressources, nous avons pris la décision d'aller à cette élection tardivement, et pourtant, aujourd'hui, nous sommes là, prêts à en découdre. Nous sommes là parce que des gens sont

séduits par notre approche et nous aident. Et c'est notre plus grand atout, car ma candidature est sans aucun doute celle qui produira le résultat le plus insolite. Nous sommes toujours là où on ne nous attend pas.

Republicoftogo.com : Demandez-vous aux sympathisants de l'ANC, de la CDPA ou de l'ADDI de voter pour vous ?

Komandega Gerry Taama : Bien sûr que non. J'ai un fair-play qui me l'interdit. Je demanderai simplement à tous les sympathisants de l'opposition qui militent depuis 25 ans sans aucun succès à oser la rupture, la jeunesse, et peut être même la fougue de notre engagement.

La démocratie, c'est la vitalité

des énergies. Il faut les renouveler, et nous sommes la nouvelle semence. Mais nous nous adresserons aussi à ceux qui, depuis 1967, ont milité dans le parti Etat et qui ont suivi toute les mutations du parti au pouvoir. Il est temps d'essayer une autre approche. Cette approche, c'est celle du NET.

Source : republicoftogo.com

Lu sur le net !

Peut-on aimer en toute infidélité ?

La fidélité est souvent mise à mal au quotidien. Fatalité ou crise passagère, comment négocier cette envie d'aller voir ailleurs sans mettre son couple en danger ? Tous nos conseils avant de céder ou non à la tentation...

L'amour, le désir, on connaît la chanson ! Quand on examine de près l'évolution de la notion d'infidélité à travers l'histoire, on s'aperçoit qu'au XII^e siècle, le mythe amoureux, celui de Tristan et Iseult, reposait déjà sur l'adultère. Plus près de nous, en 68, les enfants du baby boom se ruent sur le libertinage. En 2000, à une époque qui cultive le moi, l'individu se retrouve coincé entre amour de l'autre et amour de soi. Les images de l'amour sont tantôt folles et parlent de liberté, tantôt conjugales et éprises de durée. Quoi qu'il en soit, la notion d'infidélité renvoie aux liens sacrés du mariage, de l'amour unique, et il n'est pas si facile de s'en déprendre. Evolution des mœurs ou pas, quand ça nous arrive, c'est un moment toujours difficile à gérer.

Un message inconscient ?

Entre manque de communication dans le couple ou réassurance narcissique, les raisons qui poussent à être infidèle ne sont pas toujours celles qu'on énonce consciemment. "Elle survient le plus souvent au bout de quatre ans, explique Gonzague Masquelier, psychothérapeute. Bien sûr une certaine monotonie sexuelle rentre en compte". Mais au-delà, quand un partenaire investit un autre objet de désir, c'est aussi un message inconscient. Celui d'un manque, que ce soit d'amour, de créativité ou encore d'investissement dans la relation. Marie, enseignante, mariée depuis 7 ans, met en avant le désir de se revaloriser dans un regard neuf. Quant aux hommes, "eux sont pris symboliquement entre l'image de la madone et celle de la putain", ajoute le Dr Gérard Leleu. L'infidélité lui permet de séparer l'amour de l'érotisme.

Passage à l'acte...

Au-delà des codes comportementaux et des discours, ce que l'on met en jeu dans l'infidélité pose la question de soi et bien sûr des conséquences dans le couple. Pourquoi le faites-vous ? Pour blesser l'autre, ou vous rassurer ? "La plupart du temps, les conflits datent de l'enfance" affirme le Dr Gérard Leleu. L'enfant mal aimé et blessé qui est en nous, toujours insatisfait nous pousse à aller de bras en bras. Si l'on prend conscience de sa "programmation infantile", nos besoins d'être consolé ou de séduire aux quatre vents peuvent cesser. On ne ressent plus le besoin de multiplier les relations amoureuses. De plus, "en allant chercher ailleurs ce qui manque dans son couple, on prive celui-ci de soins qui vont le fortifier" précise Gonzague Masquelier. C'est une décision, qu'on ne prend donc pas à la légère.

Avouer ou non ?

La question de l'aveu est bien sûr délicate. Il n'existe pas de règle en la matière et c'est à vous de prendre la décision selon votre intime conviction... Vous pouvez lui faire part de votre incartade si c'est un véritable symptôme de malaise dans votre couple. "Ca ne va pas, d'ailleurs je t'ai trompé". Cela peut-être l'occasion d'ouvrir la discussion. Il arrive que ces péripéties renforcent le lien conjugal.

Pour le Dr Gérard Leleu, "le drame de l'infidélité serait d'accuser l'autre de ses propres souffrances". Se montrer mature, c'est prendre en charge la responsabilité des deux parties.

Célébration de la journée internationale de la femme LES FEMMES JURISTES DU TOGO DÉBATTENT SUR LE CODE DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE



Me Ekoué-Kouvahey Christine, ancien bâtonnier

En marge de la journée internationale de la femme célébrée le 08 mars 2015, les femmes auxiliaires et actrices de la justice du Togo ont organisé le 14 mars 2015 à la Maison de l'Avocat, un atelier de sensibilisation sur l'exercice de l'autorité parentale sur un enfant, en cas de désaccord entre les parents mariés. Pour cette année le thème choisit au niveau mondial pour cette

célébration est « l'Autonomisation de la femme, autonomisation de l'humanité ». Toutefois au niveau national le thème retenu est « l'Autonomisation de la femme pour la prospérité du Togo ».

Il a été question durant la conférence débat, du code de l'enfant et de la famille.

Selon Me Ekoué-Kouvahey Christine, les articles 159 du code de l'enfant et 233 du code des personnes et de la famille stipulent qu'à défaut d'une pratique qui peut leur servir de règle, ou en cas de contestation sur l'existence de cette pratique, ou son bien-fondé, l'époux le plus diligent peut saisir le tribunal ou le juge des enfants et la décision qui sera rendue par le juge après une tentative de conciliation des parents,

est non susceptible de voies de recours. En tout cas et dans tous les cas, « il faut toujours agir pour l'intérêt supérieur de l'enfant » a précisé l'ancien bâtonnier Kouvahey. Pour elle, la célébration de la journée internationale des femmes par les femmes juristes est une action de solidarité à l'égard des femmes victimes. Nous voulons « nous tenir aux côtés des femmes violentées, les femmes en souffrance pour les informer et les sensibiliser sur leurs droits et devoirs » a-t-elle précisé.

Les échanges ont été ponctués de questions d'éclaircissement, ce qui a permis aux participantes de mieux cerner les contours de la question évoquée.

Richard Folly

Présidentielle prochaine LA HAAC OUILLE LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS

Une quarantaine de journalistes ont suivi une formation à Kpalimé du 10 au 11 mars 2015. L'initiative est de la Haute Autorité de l'Audio visuel et de la Communication (HAAC). Placée sous le thème "professionnalisme dans la couverture médiatique de l'élection présidentielle", la rencontre vise à préparer les journalistes pour une bonne couverture médiatique à la présidentielle du 15 avril 2015.

Pour les responsables de la HAAC, les travaux de ce séminaire de deux(2) jours se sont soldés par une note de satisfaction.

« Je crois que la HAAC est satisfaite de ce séminaire. Satisfaite parce que cette rencontre était programmée et elle a eu lieu. Nous avons comme l'ambition de partager et de donner aux journalistes, qui sont appelés à descendre sur le terrain, couvrir les meetings, les carnivals de sensibilisation et d'autres manifestations pendant la période électorale, des arguments nécessaires », a laissé entendre le rapporteur de la HAAC, Mathias Ayena.

Différentes communications ont meublé les assises et ont permis aux participants de prendre connaissance de la décision de la HAAC concernant le respect des principes de pluralisme et d'équilibre de l'information pendant la campagne électorale. Le code de

bonne conduite des journalistes pendant cette même période a également été touché du doigt par les participants.

« Nous avons donné des communications sur les droits, devoirs et comportements citoyens du journaliste en période électorale, les techniques de reportage et les genres rédactionnels appropriés à la circonstance et du cadre réglementaire de régulation des médias pendant cette période électorale », a-t-il poursuivi, car pour lui, la façon dont les médias privés travaillent est différente de la façon dont les médias officiels travaillent en respect des dispositions établies.

« Pour les médias privés, l'essentiel a été déjà fait, maintenant, on les attend à l'œuvre. Et nous osons croire qu'ils mettront en pratique tout ceci, ils ont intérêt à les mettre en pratique étant donné qu'à la fin de la campagne électorale, nous sommes appelés à fournir un rapport sur la couverture médiatique de la campagne. En cas de soucis ou de manquement de la part des médias, les textes prévoient également comment régler ces soucis », a martelé Mathias Ayena.

Les participants n'ont pas manqué d'exprimer leur joie d'avoir pris part à une telle rencontre à l'approche d'une élection qu'ils jugent très cruciale pour les journalistes.

La rédaction

Présidentielle du 15 avril 2015

LA COORDINATION UNIR YOTO MOBILISE LA JEUNESSE DE LA PRÉFECTURE POUR LA VICTOIRE DE FAURE GNASSINGBÉ

Le samedi 14 mars 2015, a eu lieu à Tabligbo, dans la préfecture de Yoto, la cérémonie d'installation d'un mouvement de jeunes, «Mouvement des Jeunes UNIR Yoto ». Une initiative du bureau de la coordination du parti UNIR (Union pour la République, majorité au pouvoir) de la préfecture de Yoto, dans la perspective de la présidentielle du 15 avril prochain.

Qui veut aller loin ménage sa monture, dit-on souvent. La présidentielle qui devrait se tenir cette année au Togo, n'est qu'à 25 jours de l'échéance. La coordination du parti UNIR de la préfecture de Yoto, qui, depuis plusieurs mois, mobilise la population pour la cause de leur leader, a encore investi l'environnement des jeunes qui constitue la couche la plus importante et la plus sollicitée durant ces périodes. Il s'agit pour les membres de cette coordination, d'organiser cette jeunesse et de l'appeler à être aux côtés du Chef de l'Etat, président du parti, afin de participer à sa politique de développement. D'où la mise en place du «Mouvement des jeunes Unir Yoto » dont la cérémonie du lancement officiellement, s'est tenue le samedi dernier sur le terrain de «l'Ecole primaire public en bas » à Tabligbo. Venus de tous les horizons de la préfecture de Yoto, (Tchékpo, Kouvé, Ahépé, Gboto,

Clément Awesso, coordinateur UNIR Yoto
« Faire la politique est une exigence citoyenne parce que, nous n'avons pas autre moyen de faire la politique et de participer au développement de notre pays »



Les jeunes du Mouvement Unir Yoto

Yotokopé, sédomeh et Tabligbo), ils étaient des milliers de jeunes à répondre présents à l'appel. Aussi, par cette mobilisation, voudraient-ils témoigner de leur adhésion à la politique de développement de Faure Gnassingbé et « rester derrière lui pour la victoire à la présidentielle à venir ».

« Nous avons été guidé par un seul souci, celui de pouvoir mettre nos centres villes dans le bon ordre pour pourvoir parachever les objectifs, c'est-à-dire, porter notre président national lors des prochaines élections présidentielles, à la victoire totale. Pour nous particulièrement dans le Yoto, le mouvement des jeunes est

un levier essentiellement dans l'accomplissement et l'encrage de notre parti et de ses idéaux dans notre préfecture », a indiqué, le coordinateur UNIR Yoto, Awesso Clément.

Ce dernier a par ailleurs invité la population, surtout, la jeunesse qui tarde encore à rejoindre le mouvement, à prendre le train en marche. « Nous invitons la jeunesse à prendre le train du rassemblement qui est en marche. Pour nous aujourd'hui, faire la politique est une exigence citoyenne parce que, nous n'avons pas d'autre moyen de faire la politique et de participer au développement de notre pays. Faire de la



Clément Awesso, Coordonnateur UNIR Yoto Yaovi.

politique pour faire le développement », a-t-il souligné.

Le président du mouvement, Kpékpé Yaovi, a pour sa part, remercié le coordonnateur UNIR Yoto, pour cette initiative en faveur des jeunes de la préfecture. Tout en remerciant les jeunes de Yoto pour la confiance placée en lui, il s'est dit conscient de l'immense tâche qui l'attend. Rejoignant le coordinateur dans ses déclarations, il a laissé entendre qu'il n'y a d'autres voix aujourd'hui qui mène au développement que celles liées à la politique du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

« Pour nous jeunes de la préfecture de Yoto, le seul canal pour atteindre aujourd'hui le développement c'est de rester soudé derrière cette politique de développement du Chef de l'Etat », a précisé Kpékpé

Plusieurs chefs traditionnels de la préfecture de Yoto qui adhèrent à l'initiative étaient présents pour apporter leur soutien. Etait également présent à la cérémonie, le conseiller du bureau national d'Unir, Kéké Kossi. Ce dernier a salué l'initiative et a invité les jeunes et la population à rester soudé derrière le président du parti, et surtout à rester mobilisé afin de lui donner une victoire éclatante à la présidentielle du 15 avril prochain.

Le bureau du mouvement est composé de 28 membres, 8 commissions sont mises en place pour soutenir le bureau dans ces différentes tâches.

Les initiatives du même genre avec d'autres couches de la population sont prévues dans les prochains jours.

Charles Djade

Présidentielle du 15 avril 2015

L'APPELLE DU PARTI CLE DE ME YACOUBOU AGNINA À SOUTENIR FABRE, « UN EFFET D'ANNONCE » ?

L'élection présidentielle au Togo c'est le 15 avril 2015. Au Total 5 candidats son en lice pour le fauteuil présidentielle. Le parti CLE (Cercles des Leaders Emergents) de Me Yacoubou Agnina a depuis le début de cette semaine appelé dans un communiqué, ses militants à voter pour le candidat Jean-Pierre Fabre de CAP2015 (opposition). Pour le président du parti CLE, c'est compte tenu de la représentation dont jouit l'ANC au sein de l'opposition togolaise et sur la base des résultats que ce parti a obtenus aux dernières législatives qu'une telle décision a été prise.

Certes, la décision de Me Yacoubou est démocratique et mérite qu'on la respecte comme telle, mais suffira-t-elle pour porter Fabre à la tête de la magistrature suprême au soir du 15 avril prochain ? Pas si sûr, car, au Togo, il y a certains faits qui ne trompent pas. La vie des partis politiques de l'opposition surtout ceux qui sont comme le parti CLE, est connue de tous. Seul le fondateur et quelques uns de ses amis animent le parti. Ceux qui sont considérés comme des militants et autres sympathisants, sont plutôt des militants et sympathisants d'autres partis politiques de l'opposition qui

sont coptés pour atteindre le nombre d'adhérents demandés par les autorités compétentes pour l'obtention d'une autorisation. Une fois l'autorisation obtenue, les soit disant militants ou adhérents se dissipent dans la nature et ne se reconnaissent même plus du parti. Seul le fondateur se retrouve aux réunions et autres rencontres de l'opposition. Tout ceci a été démontré une fois encore, lors de la dernière manifestation du front «Tchoboé», un regroupement de 4 partis politiques de l'opposition et de certaines associations dites de défenses des droits de l'homme. Une manifestation où 4 partis politiques

de l'opposition se retrouvent et qu'on dénombre 23 participants en tout et pour tout. En tenant compte des militants des ODDH présents à cette manifestation, quels peuvent être les militants des partis politiques en questions ? Voilà la réalité au Togo et le parti CLE n'est pas loin de cette réalité. C'est ce qui fait dire à plusieurs observateurs qui pensent que plus qu'un soutien sérieux, c'est plutôt un « effet d'annonce de Me Yacoubou qui voudrait qu'on sache qu'il est aussi là ».

LM

Activités de l'OTR BILAN SATISFAISANT POUR LE COMMISSAIRE PRINCIPAL HENRY GAPERI

L'Office Togolais des Recettes(OTR) mis en place par les premières autorités du pays depuis avril 2014 pour maximiser les recettes a fait un an d'exercice. Dans un bilan à mi-parcours fait ce vendredi 13 mars 2015 par les commissaires et le personnel, il est révélé que l'OTR a été à la hauteur de la tâche à lui confiée par l'Etat togolais. Les responsables de l'institution envisagent donc faire mieux. Ils l'ont confié à la presse le vendredi dernier.

Comme défi à l'Office Togolais des recettes pour cette année 2015, la facilitation des procédures de collecte des recettes au niveau de la douane et des impôts. Pour ce faire, le commissaire de l'Office, Henry Gaperi compte bâtir une culture d'entreprise propre à l'OTR. Ceci en respect aux principes de l'Office, à savoir la tolérance zéro.

« Nos performances de l'année dernière sont très encourageantes et très satisfaisantes du fait que les recettes fixés par le gouvernement à travers l'assemblée nationale ont été atteintes », a déclaré le commissaire principal qui s'est réjoui de la stratégie mise en place par l'office et qui a permis d'atteindre ces résultats. « Nous avons également réussi à mettre en place le bon personnel qu'il faut. Ce qui nous a



Henry Gaperi

permis de pouvoir relever le seuil fixé par le gouvernement et l'assemblée nationale », a-t-il poursuivi avant de promettre que ça sera maintenu et même mieux, afin d'enregistrer d'autres résultats plus satisfaisants.

En 2014, c'est 458 milliards fcfa que l'OTR a fait rentrer. La prévision pour cette année 2015 porte sur 495 milliards fcfa.

Charles Djade

ARMP/ LES AUTORITÉS CONTRACTANTES EN FORMATION SUR LE CHOIX DES CONSULTANTS

Après la formation sur les techniques d'attribution des marchés de fournitures et de services, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) forme les autorités contractantes sur « les techniques de sélection des consultants ». Ceci, pour mieux comprendre et à appliquer correctement les critères de pré-qualification et d'analyse comparative des propositions en vue d'une sélection efficace des consultants.

Cette formation organisée par l'ARMP en collaboration avec la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) se déroule du 16 au 27 mars 2015 et s'inscrit dans le cadre de la poursuite du professionnalisme des acteurs de la commande publique et dans le cas précis, des agents de l'administration impliqués dans la gestion des marchés.



Photo de famille

Pour Théophile René KAPOU, Directeur général de l'ARMP, ces agents sont à l'initiative de toutes les procédures de passation des marchés publics et, il va sans dire que de leur degré de maîtrise des procédures, dépendent largement de la célérité et de la qualité des acquisitions, ce qui justifie la nécessité de consacrer suffisamment de temps et de moyens à leur formation.

Cette formation permettra en outre aux autorités contractantes, de mieux comprendre et appliquer correctement les critères de pré-qualification et

d'analyse comparative des propositions en vue d'une sélection efficace des consultants, a indiqué le Directeur Général de l'ARMP.

Au total 400 personnes suivront cette formation en douze sessions sur des thématiques sur la présentation et l'explication de la procédure d'attribution des marchés de prestation intellectuelle, et sur comment animer une séance d'ouverture des plis conformément à la réglementation en vigueur.

Charles

COMMUNIQUE JOBE NOS INQUIETUDES SUR LA DEMOCRATIE ELECTORALE AU TOGO

Face aux différends animés entre les acteurs politiques d'une part et la société civile d'autre part sur la présidentielle de 2015 au Togo, « Journalistes pour l'Observation Electorale » voudrait appeler tant le gouvernement togolais que les différents partenaires politiques du Togo à mesurer suffisamment les menaces qui pèsent sur le scrutin présidentiel du 15 Avril prochain.

Il s'avère qu'en résultante de l'échec des réformes politiques, certains acteurs appellent au boycott pendant que d'autres invitent carrément à empêcher le vote du 15 Avril prochain.

Pour JOBE, un tel décor n'est pas de nature à encourager l'enracinement de la démocratie électorale au Togo.

JOBE par ailleurs note que depuis les législatives de 2007 organisées par un gouvernement d'union nationale issu de l'Accord Politique global signé en 2006, plus du tiers de l'électorat togolais a choisi de ne pas s'exprimer dans le choix de ses dirigeants ni dans celui de ses représentants.

Cette abstention électorale déjà assez expressive risque de s'aggraver lors de la présidentielle en vue.

JOBE invite par conséquent, les gouvernants ainsi que les partenaires politiques du Togo à mesurer l'importance de ce signal très inquiétant qu'envoie le peuple togolais et à prendre dès à présent des mesures idoines afin de renforcer la jeune démocratie togolaise.

Fait à Lomé, le 17 Mars 2015

Le Coordonnateur Général

Joël EGAH

UNE TABLE-RONDE POUR JETER LES BASES D'UN FORUM BIANNUEL SUR LE LEADERSHIP FÉMININ

Dans le cadre des activités marquant la Journée Internationales de la Femme célébrée tous les 8 mars de chaque année, le Cercle d'Initiative Citoyenne pour le Challenge et le Changement en Afrique (CICCA) a organisé hier mardi 17 mars 2015, à Lomé, une table-ronde autour du thème, « quel leadership féminin pour une Afrique émergente ». L'objectif de cette rencontre est de favoriser le changement et le progrès du citoyen et de la société, par la réflexion et l'échange sur toutes les questions de société, de développer une réflexion citoyenne et d'offrir une perspective multidisciplinaire aux gouvernants et aux gouvernés en matières politiques, économiques, sociale et environnementale.

Pour le président du CICCA, Me Sylvain Koffi Attoh-Mensah, cette table-ronde est un ballon d'essai pour l'organisation d'un forum biannuel sur le leadership féminin au Togo et en Afrique. Le forum permettra à l'avenir de consolider la place de la femme africaine en général et de la femme togolaise en particulier dans la société et d'échafauder les meilleures stratégies pour l'insérer beaucoup plus d'avantage dans le processus de la consolidation de l'Etat de droit et du développement socio-économique du continent.

Le ministre des droits de l'homme, de la consolidation de la démocratie, Hamadou Yacoubou a pour sa part loué l'initiative qui selon lui, vient renforcer les actions déjà entreprises par le gouvernement.

« Nous saluons la tenue de cette table-ronde qui est une occasion supplémentaire pour réfléchir sur le leadership féminin et les avantages qu'il représente dans les actions en faveur de l'émergence de notre pays », s'est réjoui le ministre.

La rencontre permettra aux participantes d'échanger autour des thématiques comme « la femme africaine et la politique, atout et obstacle », « la femme face aux pesanteurs sociologiques et traditionnelles pour un développement durable », « la femme chef d'entreprise et acteur du développement économique, quelle réalité ? ».

Charles
le Messager

Ne fermons pas les yeux...! LE RISQUE EST RÉEL



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur privé

